

Policy Brief

PARTICIPATION CITOYENNE ET URBANISATION A ABOMEY-CALAVI



Emmanuel AWOHOUEJJI

*Doctorant en Géographie Humaine et Études Urbaines
London School of Economics and Political Science (LSE), UK
Chercheur Associé
Civic Academy for Africa's Future,
République du Bénin*

20 février 2025

|

www.ciaaf.org

ELEMENTS ESSENTIELS

Domaine de recherche : Géographie et Études Urbaines

Question de recherche : Comment encourager et promouvoir la participation citoyenne au processus de construction de l'espace urbain dans le Bénin d'Aujourd'hui ?

Méthode : Entretiens, Consultation citoyenne et Atelier de présentation de recherche

Résumé

Ce document suggère une approche inclusive et plus active des riverains et des résidents directement affectés par les travaux d'aménagement routier en République du Bénin. Il se base sur la (re)construction d'une rue de deux kilomètres dans la commune de Calavi (Tchinagbégo) et note qu'il y a un contraste partiel entre la conception de développement et d'urbanisation entreprise par l'action publique, et celle des résidents. Les recommandations portées ici sont le compte rendu des interactions, entretiens, consultations, et ateliers ayant rassemblé aussi bien les riverains de la rue asphaltée, que des personnes outillées sur la construction de l'espace urbain. Les travaux ont été conduits dans le cadre d'une thèse en Géographie Humaine et Études Urbaines, avec le soutien du Knowledge Exchange Impact Fund (KEI) de la London School of Economics and Political Science (LSE) et l'appui du Civic Academy for Africa's Future (CiAAF). La mise en oeuvre des recommandations présentées donnera de l'éclat à l'image du Bénin dans la sous-région et dans le monde en matière d'urbanisation (démocratie) participative dans l'esprit des Objectifs de Développement Durable, et du Développement Socioéconomique Inclusif.

Recommandations

- **Uniformiser par consultation citoyenne le développement** tel que **pensé** par l'Etat, et celui **voulu** par les citoyens aussi bien sur les plans infrastructurels que socio-économiques.
- **Créer des espaces de consultation et d'enregistrement des préoccupations citoyennes** allant dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement de la voirie.
- **Contribuer à la consolidation de l'unité nationale** par la création d'espaces citoyens locaux, publics (et par quartier) pour faciliter le brassage social et culturel entre enfants, femmes, et hommes, d'âges et d'ethnies divers.
- Faire plein **usage des atouts historiques et économiques traditionnels** (commerce de proximité) de chaque lieu de mise en oeuvre du projet asphaltage, afin de promouvoir l'héritage historique de chaque ville aussi petite soit-elle.
- **Associer profondément les riverains et résidents des rues construites ou reconstruites**, en faisant le point de litiges domaniaux éventuels, des résidents en instance de dédommagement ou de compensations financières de quelque nature que ce soit, des besoins non préalablement identifiés et en **encourageant la mise en place d'association de résidents** avant la construction de rues, ruelles, ou routes.
- **Créer un mécanisme de collecte d'impressions (de participation) citoyennes** (nuisances et autres) sur les travaux de construction et **le communiquer aux citoyens**, tout en **tenant compte des personnes de troisième âge**.
- **Soutenir administrativement et sensibiliser** à la mise en place d'association de résidents pour **assurer une appropriation des travaux** de construction et de la route à construire (ou construite) par ces derniers et **aider progressivement à la promotion d'un esprit civique collectif** à l'endroit des voies publiques.

Méthode

La méthode de recherche utilisée est ethnographique. Elle a duré 12 mois de Février 2022 à Février 2023, et a impliqué la conduite d'entretiens semi-directifs de plus de 70 participants de différentes couches sociales. Des résidents, riverains, artisans, urbanistes, autorités publiques, et acteurs commerciaux divers ont été consultés et conviés à un atelier de présentation des recherches préliminaires, et de co-production de recommandations entrant dans le cadre de la création de l'espace urbain.

Les travaux ont révélé qu'une proportion considérable de la population ne perçoit pas le développement tel que présenté par l'action publique. La population estime que malgré l'utilité des infrastructures urbaines, elles ne sont guère comestibles. Il ressort de cette recherche que la population fait une appréciation nuancée du bitume et des pavés en zone résidentielle et déplore l'aspect partiel de la réalisation des travaux. Le bitume est apprécié par certains, mais décrié par d'autres pour diverses raisons liées au coût d'entretien, à l'excès de vitesse, à la pollution sonore. De plus, les travaux ont révélé que la rue, est au-delà d'une infrastructure inerte, un lieu qui permet le brassage social et communautaire, et qu'il est utile de créer des espaces publics aux alentours des rues, avec consultation et participation des riverains. L'architecture sociale des rues résidentielles dépend de ces participations citoyennes. La nature historique des routes et des voies reconstruites, ainsi que leur caractère unique et identitaire peuvent aussi être soulignées à titre de promotion de patrimoine culturel. Enfin, l'interaction avec les participants a démontré qu'il y a un sentiment de frustration profonde marqué par la peur de s'exprimer

sur certains sujets comme la construction des routes en République du Bénin, doublé d'un sentiment d'abandon de certaines régions du pays en matière de construction d'infrastructures routières, et d'accès à des services publics. Pour que le Bénin puisse arborer l'étoffe d'un pays innovant et inclusif, en matière de participation civique et d'urbanisation, nous préconisons la prise en compte de la variable sociale à un niveau plus élaboré, afin de garantir longue vie aux initiatives urbaines publiques.

Pour plus d'informations

Aller sur : www.appcitoyenne.ciaaf.org

Ou scanner le code QR :

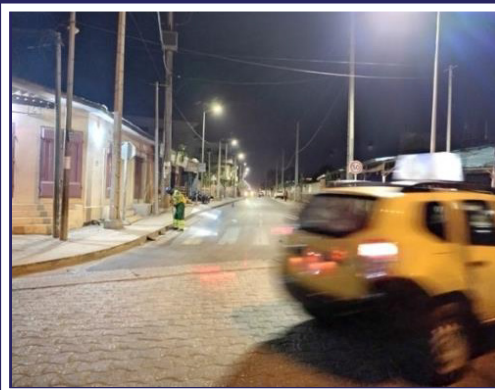


Quelques Photos

La rue, un lieu de brassage culturel



La rue, une vue nuancée



Remerciements

- Les riverains et résidents de la rue objet d'étude
- Les participants à l'atelier de restitution et à la recherche
- L'Assemblée Dit-La-Vérité
- L'Amicale des Résidents de la Rue de l'Espoir
- Le Knowledge Exchange Impact (KEI) Fund à la London School of Economics and Political Science (LSE)
- Les Superviseurs au Département de Géographie et d'Environnement
 - Prof. Claire Mercer
 - Dr. Ryan Centner
- Les collègues doctorants : vous êtes bien nombreux
- L'Équipe professorale d'examen et d'approbation de la recherche et du fonds KEI
- L'institution Locale Partenaire, le Civic Academy for Africa's Future (CiAAF) en particulier le Groupe de Recherche sur l'Agriculture, l'Environnement et le Climat (GRAEC)

Contact

Emmanuel Awohouedji, LSE, CiAAF
emmanuel.awohouedji@gmail.com ; e.c.awohouedji@lse.ac.uk ;

Marietta Gonroudobou, CiAAF
gonroudoboumarietta@gmail.com



Supported by the LSE
Knowledge Exchange and Impact fund ■